

Solidarité avec les luttes sociales et pour les libertés syndicales au Maghreb

Dans tous les pays du Maghreb, des luttes ont lieu contre l'exploitation, les effets de la mondialisation capitaliste et pour la défense des libertés.

A Khourigba (Maroc), 850 ouvriers de la SMESI ont été licenciés par l' Office Chérifien des Phosphates (OCP) pour avoir osé monter une section syndicale dans leur entreprise. Ils sont en butte à un pouvoir répressif qui les assigne en justice sous de fallacieux prétextes de droit commun, après avoir tenté de les faire taire à coups de matraque et de tirs à balles réelles au mois d'avril 2010.

Au Sahara occidental, ce même employeur, l' OCP, qui vient néanmoins d'obtenir un prêt de 240 millions d'euros, dans le cadre d'un "accord stratégique pour une croissance verte" entre la France et le Maroc, s'illustre par des pratiques discriminatoires à l'encontre des travailleurs sahraouis du site de Boukraâ.

Dans le bassin minier de Gafsa (Tunisie), des dizaines de participants aux mouvements sociaux de 2008, dont de nombreux enseignants syndicalistes, ont passé de longs mois en prison. En libération conditionnelle depuis novembre 2009, ils n'ont toujours pas été réintégrés dans leurs emplois et subissent brimades et intimidations. D'autres militants condamnés par contumace en février 2009 continuent à faire l'objet d'emprisonnement et de poursuites judiciaires. Hassan Ben Abdallah, coordinateur du comité des diplômés chômeurs à Redeyef, a été arrêté le 24 février 2010, il purge une peine de 4 ans et 1 mois de prison ferme. Le journaliste Fahem Boukadouss, qui a réalisé des reportages télévisés sur le mouvement, sera jugé en appel le 22 juin 2010. Il a été condamné en première instance à 4 ans de prison. Mouhiedine Cherbib, militant de l'immigration tunisienne en France, est sous le coup d'une condamnation à 2 ans de prison pour avoir soutenu le mouvement.

Au Maroc, les diplômés chômeurs qui manifestent pour le droit à l'emploi affrontent une répression systématique et leur association, l' ANDCM est toujours interdite. Le Ministère de l' Education Nationale traite par le mépris 22 enseignantes de Rabat, en grève de la faim depuis le 15 mars, malgré l'intervention d'organisations syndicales et de Droits de l' Homme. Elles participent depuis de longues années au mouvement national de mutations sans en bénéficier, et réclament le rapprochement du conjoint, dénonçant népotisme et clientélisme.

Des militants de l' Union Générale des Etudiants Tunisiens (UGET) qui protestaient contre les conditions de logement des étudiants ont été arrêtés, torturés, interdits de passer leurs examens, exclus de l' Université. Le pouvoir a interdit la tenue du congrès de cette centrale syndicale étudiante.

Même sort pour les étudiants sahraouis dans les universités marocaines, qui subissent le même type de répression (emprisonnements, procès, interdiction de se présenter aux examens, jusqu'à exclusion de l'université) dès lors qu'ils manifestent pour le respect des libertés et contre les violations des Droits de l' Homme.

En Algérie, le gouvernement a décrété l'état d'urgence pour tenter de criminaliser les mouvements sociaux. Les syndicats autonomes subissent harcèlement, suspension, menaces de dissolution et création de clones, ces syndicats factices mis en place par le pouvoir. C'est dans ce contexte qu'a éclaté début mai une grève illimitée des cheminots, initiée par la base syndicale avec pour revendication des salaires décents et pour mot d'ordre «ce n'est pas à nous de payer leur crise».

Afin de populariser ces luttes, les soutenir et organiser des mobilisations communes de part et d'autre de la Méditerranée, plusieurs organisations associatives, syndicales et politiques ont constitué en France le «Réseau Maghreb-Solidarité». Ce réseau organise une

Réunion publique

Judi 10 juin à 18h30

Salle Grande Croizat, Bourse du travail de Paris

3 rue du Château d'Eau 75010 Paris, métro République

Participent au «Réseau Maghreb-Solidarité» les organisations suivantes:

Associations: AMF, ASDHOM, ATF, ATMF, CEDETIM, CISA, Comité de soutien au Bassin Minier, CORELSO, CRLDHT, FTCT, Groupe de soutien AMDH Paris, MRAP,...

Syndicats: CNT, Union Syndicale Solidaires, ...

Partis politiques: FASE, NPA, PCF, PCOF, PCOT, PDP, PG, Verts, Voie Démocratique, ...